

nous donner une prospérité stable, de l'emploi permanent à nos travailleurs; qui devait nous assurer une condition perpétuelle de prospérité, en autant que la chose puisse être assurée par quoi que ce soit, aurait dû nous mettre en état de subir un manque partiel de récolte. Mais ce qui est arrivé est très sérieux, et on ne peut l'attribuer à la moisson. C'est dû à d'autres circonstances plus soumises que la récolte au contrôle de l'administration. J'ai fait remarquer, dans des occasions précédentes, que pendant que nos honorables adversaires, parlant à la population du pays, n'allaient pas jusqu'à dire à l'agriculteur canadien que les récoltes étaient entre leurs mains, qu'ils pouvaient faire luire le soleil, tomber la pluie, et pousser la moisson, ils disaient pourtant—et l'honorable monsieur qui rit en ce moment l'a dit lui-même : —Après tout il vaut mieux voter pour le gouvernement en faveur duquel luit le soleil. La Providence nous est favorable; appuyez-vous. "Quand les grits reviendront," a dit l'honorable premier ministre, "le charançon reviendra avec eux." C'est ainsi qu'ils ont parié aux pauvres gens du pays, dont quelques-uns ont reposé leur confiance en eux et ont cru qu'il y avait une sorte de pacte ou d'alliance entre nos adversaires et les puissances surnaturelles, en vertu duquel et par des moyens que le vulgaire ne devait pas connaître, mais qui n'en étaient pas moins efficaces, les bonnes récoltes devaient coïncider avec l'existence d'un gouvernement tory.

Je ne suppose pas qu'ils vouillent davantage continuer à s'attribuer une pareille puissance. Bien qu'ils aient éprouvé un si léger insuccès, bien que la récolte n'ait pas été aussi mauvaise, je crois qu'ils sont actuellement beaucoup plus disposés qu'autrefois à attribuer les vicissitudes de la prospérité et de l'adversité à un état de choses qui échappe à leur contrôle, et à une moisson soustraite à leur influence. Mais je nie que le changement survenu dans l'état des affaires puisse être surtout—bien qu'il puisse l'être jusqu'à un certain point—attribué à de semblables causes.

Il faut le mettre sur le compte de la politique du gouvernement, qui est d'abord une politique de dépenses extravagantes, au moyen de laquelle ils ont pris et dépensé; qui est ensuite une politique de perception extravagante en vertu de laquelle ils ont touché plus qu'ils ne pouvaient dépenser, même avec l'extravagance qui la caractérise; au moyen de laquelle ils ont soustrait à la population du pays, dans les années qui viennent de s'écouler et celle dans laquelle nous sommes, environ \$20,000,000 qui vont coûter au peuple—les consommateurs—pour le temps que ceux-ci vont mettre à acquitter cet impôt, quelque chose approchant comme \$30,000,000, et que les honorables messieurs ont fait servir au coût de ce même chemin de fer du Pacifique canadien dont la question orne encore une fois le discours du Trône; une politique d'après laquelle au lieu d'emprunter à quatre pour cent les \$20,000,000 dont ils avaient besoin, ils ont fait payer au peuple \$30,000,000 à raison d'environ sept ou huit pour cent. Ils ont ainsi soustrait au peuple, au moment où il en avait besoin, ce qui fait la différence entre une bonne et une mauvaise récolte. En outre de la faiblesse de la récolte dont nous souffrons de par la volonté de la Providence, ils nous ont donné ce qui équivaut à un autre défaut de récolte. Ils ont pris injustement et inégalement ce qu'ils ont exigé. Ils ont fait plus. Ils ont provoqué, ils ont encouragé la trop grande spéculation et l'exagération des affaires commerciales. Par les règlements qu'ils ont faits pour la tenure des terres dans le Nord-Ouest, ils ont provoqué la spéculation. Au lieu d'être un pilote prudent, l'honorable ministre a dit à son équipage que s'il était aussi jeune que ceux qui le composent et s'il était dans le commerce, il mettrait toutes voiles dehors pour dix ans d'une prospérité certaine, après lesquelles il carguerait les voiles. Combien de membres de son équipage ont cargué leurs voiles, bien que les dix années ne soient pas écoulées? Combien de membres de son équipage ont été ensevelis sous la voile qu'il leur avait dit de tendre pour un voyage de dix ans? Ils ont injustement stimulé toutes leurs industries favorites. Qu'est-il ad-

venu de l'industrie du coton? de l'industrie du sucre? de l'industrie du fer? de l'industrie du verre et d'une demi-douzaine d'autres que je pourrais mentionner et que les honorables messieurs ont mises dans leurs serres-chaudes, qu'ils ont encombrées de plantes nombreuses qui se sont considérablement fêtrées? Leur politique a eu pour résultat des placements exagérés de capitaux dans les manufactures, la surproduction, l'activité surmenée des affaires commerciales, l'excès d'importation. Et si d'autres personnes n'avaient pas été plus sages que le ministre des finances, si d'autres n'avaient pas donné l'avertissement qu'il a refusé de donner, les conséquences auraient été beaucoup plus sérieuses qu'elles ne sont en réalité.

Si elles n'ont pas été plus sérieuses, c'est dû à cette circonstance. J'ai la confiance que le frein mis par quelques hommes d'élite qui ont mieux compris les signes des temps que l'honorable monsieur, qui étaient plus en état que lui de juger le cours des événements—je parle du frein qu'ils ont essayé de mettre aux actes de l'administration, il y a un an et demi, et de l'avis qu'ils ont réitéré depuis—a eu pour effet de mitiger le désastre qui, autrement, aurait pu arriver.

J'espère que cet état de choses se réduira à une période de malaise et d'ataraxie qui ne dégènera pas, comme cela aurait pu arriver, en une période de crise et d'effondrement. Si les choses arrivent ainsi, cela est dû à d'autres et non au ministre des finances. Et même comme elles sont là, elles sont déjà assez mauvaises. C'est pas plus tard qu'à la dernière session que l'honorable député qui a proposé l'adoption de la réponse à l'adresse, a considéré la liste des faillites comme indication de la prospérité du pays. Je lui ai fait observer que je croyais qu'il n'avait pas consulté les autorités, car il aurait agi aussi prudemment qu'il l'a fait en l'occurrence actuelle et se serait abstenu de parler de la question.

Bien que, l'an dernier, il y ait eu augmentation au lieu de la diminution que supposait l'honorable monsieur, le nombre des faillites a cependant été modéré. Bien que ce nombre fût suffisant pour rendre les gens prudents, il ne suffisait pas pour faire connaître alors le caractère sérieux de la condition des affaires. Que dit la liste aujourd'hui? Vous voyez que le nombre de faillites a augmenté énormément et même à peu près doublé, si ma mémoire est fidèle. Vous voyez que la valeur du passif est de deux à trois fois plus forte que le montant de l'année dernière, d'après un des rapports du commerce, et quatre ou cinq fois plus forte selon un autre; vous voyez qu'en faisant la comparaison entre la situation de nos affaires et celle de la république voisine, prenant en considération le nombre de ceux qui sont engagés dans les affaires, le nombre de ceux qui ont succombé ici sous le poids excessif dont ils s'étaient chargés conformément à l'avis de l'honorable monsieur, est de près du double de celui constaté chez nos voisins. Dans des occasions précédentes, l'honorable monsieur a regardé les stocks des banques comme une indication de la prospérité du pays.

Il a dit, l'autre jour, dans un discours prononcé en dehors de cette Chambre, qu'il ne l'a pas fait dans son exposé budgétaire, parce qu'il les considérait comme un peu trop élevés. Que pense-t-il aujourd'hui? Que pense-t-il de la perte d'environ dix ou douze millions au moins—je ne me suis pas assuré des chiffres exacts, mais c'est au moins cela—en valeur depuis qu'ils ont touché ce point? Qu'est-ce que cela indique relativement à la situation du pays? Qu'indiquait une hausse dans les stocks? Il a dit que cela signifiait une prospérité plus accusée. Que signifie une hausse aussi sérieuse? Je lui laisse la réponse. Et nous pourrions aussi nous enquerir de la situation des industries favorites. Dans les années passées, on a manifesté de l'orgueil et de la joie en s'appuyant sur leur force et sur leur prospérité. L'honorable monsieur en a parlé comme de choses dont le pays pouvait être fier.